



Martha Tinny MOLEMA
President
Présidente

Akhator Joel ODIGIE
General Secretary
Secrétaire Général

Route Internationale d'Atakpamé
Centre FOPADESC Agoè – Nyivé
B.P. : 4401 – Tel.: 00228 22 25 03 90
LOME - TOGO
Email: info@ituc-africa.org
Web: www.ituc-africa.org

Renforcer le pouvoir des travailleurs pour le renouveau de l'Afrique : Mettre fin aux inégalités, garantir la paix et s'engager résolument pour l'industrialisation de l'Afrique

À l'occasion de la Journée internationale des travailleurs, l'Organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale (CSI-Afrique, www.ituc-africa.org) se mobilise aux côtés de millions de travailleuses et de travailleurs à travers le continent pour dénoncer une réalité préoccupante : l'Afrique est victime d'un appauvrissement artificiellement entretenu, alors que des solutions concrètes existent pour inverser cette tendance. Les inégalités se creusent à un rythme alarmant. Cette situation est alimentée par la kleptocratie, les flux financiers illicites (FFI) et des systèmes économiques extractifs qui transfèrent les richesses de la majorité à une minorité privilégiée.

Chaque année, des milliards sont détournés de nos économies à cause de la corruption, des abus fiscaux et de la fuite des capitaux. Ces ressources détournées, ce sont des écoles qui ne sont pas construites, des hôpitaux qui ne sont pas équipés et des emplois qui ne sont pas créés. Elles constituent l'avenir de nos jeunes et de nos travailleurs, qui est ainsi pillé. Parallèlement, la démocratie, chèrement acquise au prix de longues luttes, n'a que trop souvent pas tenu ses promesses. Partout sur le continent, les travailleuses et travailleurs sont confrontés à la hausse du coût de la vie, au chômage et à l'exclusion, tandis que les élites politiques continuent de prospérer. Ce fossé grandissant alimente la frustration, le désenchantement et l'instabilité.

Nous rejetons les mesures d'austérité qui visent les salaires des travailleurs et les services publics, tout en épargnant les dépenses excessives des élites politiques et les concessions sans fin accordées aux grandes entreprises. L'assainissement budgétaire ne peut se faire sur le dos des travailleurs. Il doit commencer par la justice, avec une fiscalité progressive, la fin des flux financiers illicites et une gestion transparente et responsable des finances publiques. Nous sommes également vivement préoccupés par l'émergence de personnalités politiques qui portent atteinte aux libertés civiles, méprisent le droit international et provoquent artificiellement des pénuries de biens et de services essentiels en créant des crises. Ce sont les travailleurs, en particulier ceux de l'économie informelle, qui supportent le plus lourd fardeau de ces défaillances.

La paix et la sécurité ne sont pas des options secondaires ; elles sont fondamentales pour le développement et la dignité des travailleurs. Partout sur le continent, les conflits dévastent des vies et des moyens de subsistance, et affaiblissent les institutions du travail. Nous appelons à la cessation immédiate des guerres et des violences au Soudan, en République

démocratique du Congo, au Mali et dans les autres régions touchées. Nous rejetons l'influence extérieure qui alimente l'instabilité dans le but d'exploiter les ressources de l'Afrique. Les travailleurs ne resteront pas silencieux pendant que notre continent est pillé dans un contexte de conflit. Les syndicats doivent se faire entendre pour réclamer la paix, la justice et la responsabilité.

L'Afrique se trouve aujourd'hui à un tournant historique. La demande mondiale en minéraux critiques, essentiels à la transition énergétique, représente une opportunité historique unique. Nous ne devons pas commettre les mêmes erreurs qu'auparavant, lorsque l'Afrique exportait ses richesses brutes tout en important la pauvreté, comme ce fut le cas lors des précédents booms des ressources naturelles, notamment de l'or et du pétrole. Cette fois-ci, l'Afrique doit assurer la transformation locale, s'industrialiser et conserver la valeur ajoutée sur le continent. Pour y parvenir, nous appelons à des investissements urgents dans le développement des compétences, la recherche et la technologie, afin de bâtir une main-d'œuvre capable de soutenir la création de valeur tout au long des chaînes de valeur des minerais. Nous devons pleinement tirer parti de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pour renforcer le commerce intra-africain, développer des chaînes de valeur régionales et promouvoir un modèle de développement régional centré sur les travailleurs et les communautés. Nos ressources doivent alimenter les industries africaines, créer des emplois décents et soutenir une prospérité durable à long terme, et non renforcer la dépendance à l'égard de l'extérieur.

La CSI-Afrique appelle à l'adoption d'une nouvelle voie : une indépendance économique africaine fondée sur un développement à dimension humaine. Cela implique notamment d'investir massivement dans les infrastructures énergétiques afin de mettre fin à la pauvreté énergétique et de soutenir la transformation industrielle du continent. Cela exige également de renforcer la protection du travail et de mettre en place une protection sociale universelle pour tous, y compris pour les travailleuses et travailleurs de l'économie informelle. Nous veillons également à ce que l'Afrique évite le piège de l'endettement en encourageant nos gouvernements à privilégier des emprunts responsables, orientés vers le développement et au service des populations. Nous continuerons également à exiger des régimes fiscaux progressifs, y compris l'instauration d'impôts sur les personnes aux revenus et à la fortune très élevés.

Nous continuerons également à utiliser des moyens sûrs et mesurés pour dénoncer la kleptocratie, car nous savons qu'elle affaiblit la démocratie en empêchant les populations de bénéficier des dividendes attendus de la gouvernance publique. La kleptocratie alimente également l'insécurité et favorise l'émigration de nos meilleurs talents vers des économies plus avancées, ce qui entraîne une perte de compétences et de capacités essentielles au développement économique et social du continent.

Nous demandons également des mesures concrètes pour garantir la liberté syndicale à toutes les catégories de travailleurs, sans distinction ni discrimination, ainsi qu'une meilleure gouvernance des migrations de main-d'œuvre incluant des voies de migration sûres, des pratiques de recrutement équitables et une Afrique ouverte et intégrée, et la protection effective des droits des travailleurs migrants. Nous condamnons fermement la résurgence de la xénophobie et le silence des dirigeants face aux attaques visant d'autres Africains. Les inégalités sont un facteur majeur des migrations. Tant que cette question ne sera pas traitée,

l'Afrique continuera de perdre ses travailleuses et travailleurs les plus qualifiés et les plus talentueux.

Notre message aux travailleurs africains est clair : organisez-vous, mobilisez-vous et passez à l'action. Le pouvoir ne se donne pas, il se construit. L'avenir de notre continent ne se jouera pas dans les lamentations, mais dans l'action collective. Les syndicats doivent se dresser en défenseurs de la démocratie, de la justice économique, de la paix et de la dignité humaine. En ce 1er mai, nous réaffirmons notre engagement à construire le pouvoir de la classe ouvrière pour transformer l'Afrique. Nous ne resterons pas passifs. Nous nous organiserons. Nous revendiquerons. Et nous gagnerons.

Bonne Fête du Travail à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs du continent !

Fait à Lomé (Togo), le 30 avril 2026



Akhaton Joel Odigie
Secrétaire général
CSI-Afrique